

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRATI

ZA Val Guiers Est
73240 Avressieux

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement AGRATI implanté ZA Val Guiers Est 73240 Avressieux. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRATI
- ZA Val Guiers Est 73240 Avressieux
- Code AIOT : 0006113491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale relative à la surveillance des rejets aqueux dans les établissements classés sous le régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Une précédente visite d'inspection avait pour rappel été réalisée en juin 2022 lors de laquelle l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/09/2021 avait pu être levé, l'inspection ayant constaté le retour à la conformité des résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eaux de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté préfectoral Complémentaire du 08/08/2022, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	AP Complémentaire du 08/08/2022, article 10.2.3	Sans objet
6	Transmission GIDAF	AP Complémentaire du 08/08/2022, article 10.3.1	Sans objet
7	Débit de rejet	AP Complémentaire du 08/08/2022, article 10.2.3	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance des rejets aqueux de l'établissement est mise en œuvre par l'exploitant conformément aux prescriptions réglementaires ministérielles et préfectorales applicables, à l'exception de 2 paramètres qu'il convient d'ajouter dès la prochaine campagne de surveillance des eaux résiduaires de l'établissement.

Les points de prélèvement des rejets d'effluents aqueux sont conformes et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

S'agissant des dépassements des VLE (valeurs limites d'émissions) constatés pour certains

paramètres, il est attendu de la part de l'exploitant qu'il tienne informé l'inspection des causes et mesures correctives envisagées ou réalisées visant à un retour à la conformité, notamment par la saisie obligatoire de commentaires explicites sous GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux dont la dernière mise à jour a été faite en septembre 2022, suite au transfert de la machine de frappe roulage. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les secteurs collectés et les réseaux associés (eaux usées et eaux pluviales) ;- les ouvrages tels que compteurs et vannes ;- les ouvrages d'épuration interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les eaux résiduaires, après traitement par la STEP interne, transitent dans une canalisation enterrée et se rejettent en un point unique dans le ruisseau du Guiers. Un projet de raccordement des eaux résiduaires à la STEP de Belmont-Tramonet est en cours de discussion avec la communauté de communes Val Guiers. La nouvelle STEP de Saint-Genix-sur-Guiers inaugurée en 2023 n'accepte pas les métaux. Les eaux pluviales collectées se rejettent en deux points selon leur origine : les eaux des voiries et de la zone de manœuvre, et les eaux pluviales de toiture. Les eaux pluviales de toiture du bâtiment de production alimentent le bassin d'eau d'extinction incendie, le surplus est infiltré. Les eaux de voirie et de la zone de manœuvre sont infiltrées et alimentent la nappe d'accompagnement du Guiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement des rejets des eaux industrielles se situe en sortie de la station de traitement physico-chimique. La visite a permis de constater qu'il est adapté de manière à permettre un prélèvement. Les analyses sur les rejets d'eaux pluviales sont réalisées sur la base d'un prélèvement ponctuel sur chacun des points de rejet. Il existe un regard pour chacun des 2 points de rejets eaux pluviales. Chaque regard est équipé d'une vanne obturatrice.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 et Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08/08/2022, article 10.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : La fréquence de surveillance des paramètres suivis dans le cadre de l'autosurveillance des rejets d'eaux résiduaire est conforme à la prescription de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, ainsi que celle de l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2022. Le prélèvement et les analyses sur les rejets d'eau industrielle sont réalisés de manière journalière, hebdomadaire, ou trimestrielle en fonction des paramètres à mesurer. Concernant les eaux souterraines, il est constaté que la fréquence d'autosurveillance semestrielle prescrite est également respectée. Quant à l'autosurveillance des eaux pluviales, trois campagnes ont été réalisées en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08/08/2022, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : En amont de la visite, les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux des derniers mois ont été consultés sur le site GIDAF, le constat est le suivant : <ul style="list-style-type: none">• Plusieurs paramètres dépassent régulièrement les VLE (DCO, zinc, nickel, fer, nitrites, nitrates) ;• Les 3 champs prévus sous GIDAF pour les commentaires de l'exploitant sur ces dépassements ne sont pas toujours renseignés, les causes ne sont pas suffisamment explicites, et les actions correctives envisagées sont très rarement renseignées ;• L'inspection a constaté l'absence de suivi des paramètres Azote global et Fluor pourtant prescrit par l'arrêté préfectoral du site dans le cadre de l'autosurveillance des rejets aqueux industriels ;• Concernant les eaux pluviales, les résultats pour l'année 2023 sont conformes aux valeurs fixées par l'arrêté préfectoral. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir procédé au remplacement du décanteur présent à la sortie de la station de traitement, afin de limiter la stagnation des boues et leur fermentation, et ainsi éviter la transformation des nitrites en nitrates. Ce dispositif a été installé début mars 2024, les premiers résultats sont concluants, la concentration en azote nitrites (NO ₂ -, code SANDRE 1339) sur les trois premières semaines de mars est conforme à la VLE autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives : <ol style="list-style-type: none">1. En cas de dépassement de VLE, les trois champs « Commentaire » de l'onglet de synthèse sous GIDAF doivent être dûment renseignés, afin d'explicitier :<ul style="list-style-type: none">◦ la <u>nature</u> du ou des dépassements constatés (par exemple, "non respect de la VLE en pH au point de rejet X") ;◦ la <u>cause</u> du ou des dépassements constatés (par exemple, "sonde pH associée au point de rejet X défectueuse") ;◦ les <u>mesures correctives</u> envisagées ou réalisées par l'exploitant (par exemple, "recalibrage de la sonde pH associée au point de rejet X prévu / effectué le ...") ;2. L'exploitant doit ajouter le suivi trimestriel des paramètres Azote global (code SANDRE : 1551) et Fluor (code SANDRE : 7073) à l'autosurveillance de ses rejets aqueux industriels ;3. Concernant les paramètres qui dépassent les VLE autorisées de manière récurrente, un plan d'action, à mentionner dans le cadre prévu à cet effet sous GIDAF, doit être rédigé et transmis à l'inspection. Le projet de remplacement du décanteur initié en septembre 2023 aurait dû faire l'objet de cette mesure, la panne de la station d'évaporation responsable de nombreux dépassements en fin d'année 2023 également.
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2022, article 10.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats de la surveillance des rejets aqueux (eaux résiduaires, eaux pluviales et eaux souterraines) sont saisies dans GIDAF.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant d'importer les rapports d'analyses des rejets aqueux (eaux résiduaires, pluviales et souterraines) dans GIDAF, en plus de la saisie des résultats.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2022, article 10.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre : le débit des effluents du traitement de surface est mesuré en continu.
Constats : Dans le cadre de l'autosurveillance des rejets aqueux, un dispositif mesure le débit en continu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances PFAS (per- et polyfluoroalkylées) dans les rejets aqueux s'applique à l'établissement AGRATI soumis à autorisation sous la rubrique 3260. La réalisation des trois campagnes d'analyses des substances PFAS sur trois mois consécutifs a bien été faite, dans les délais de réalisation et de transmission prévus par cet arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite